

JG

Envoyé en préfecture le 21/03/2024

Reçu en préfecture le 21/03/2024

Publié le

ID : 083-218301430-20240315-2024_022-DE

Rapport d'Orientations Budgétaires 2024



PREAMBULE :

- Le présent rapport d'orientation budgétaire est établi conformément à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les **orientations budgétaires, les engagements pluriannuels** envisagés ainsi que sur la **structure et la gestion de la dette**.
- **Ce rapport donne lieu à un débat en conseil municipal**, dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.
- Le document présenté a pour objectif de soumettre à l'information et au débat des conseillers municipaux **les priorités budgétaires et financières** et les **conditions d'élaboration du budget** primitif de l'exercice à venir ainsi que **les paramètres qui ont permis de le construire**.
- Il est structuré en deux parties :
 - ✓ Analyse du contexte économique (international, national et local) ;
 - ✓ Grandes orientations budgétaires pour le Val en 2024.



PARTIE 1: ANALYSE DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Un contexte macroéconomique défavorable

- Une croissance faible

Après le rebond post-covid en 2022, la croissance française en 2023 s'est essoufflée : +1% contre +2,5% l'an dernier. Elle devrait sensiblement se renforcer en 2024 selon les estimations du Gouvernement (+1,4%), mais ces prévisions sont jugées optimistes par le Haut Conseil des Finances Publiques.

En tout état de cause, la croissance serait limitée, sous la barre des 2%, jusqu'en 2027 :

	2021	2022	2023*	2024*	2025*	2026*	2027*
PIB en volume	+ 6,4%	+ 2,5%	+ 1%	+ 1,4%	+ 1,7%	+ 1,7%	+ 1,7%

* Estimation du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027





■ une inflation persistante

L'inflation devrait rester élevée en 2023 à +2,6%, soit au-delà de la cible de +2% de la Banque Centrale européenne.

Elle paraît cependant en cours de normalisation, après le pic de 2022.

L'inflation volatile diminuerait compte tenu de la stabilisation des prix de l'énergie, après 3 années de forte hausse.

L'inflation sous-jacente diminuerait également du fait du ralentissement des prix des produits alimentaires et manufacturés.

	2021	2022	2023*	2024*	2025*	2026*	2027*
Indice des prix à la consommation	+ 1,6% (INSEE)	+ 5,2% (INSEE)	+ 4,8%	+ 2,5%	+ 2%	+ 1,75%	+ 1,75%

* Estimation du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027

Cette hausse des prix affecte les dépenses courantes de la Commune : denrées alimentaires, dépenses énergétiques, achats de papier, ainsi que les salaires des agents qui ont bénéficié de plusieurs mesures nationales de revalorisation pour en compenser les effets.

Toutefois, l'inflation se répercute aussi sur les recettes, car les bases de taxe foncière dépendent de l'évolution des prix. En 2023, ces bases ont ainsi progressé de 7,1%.

En 2024, l'évolution serait de +4,5%, en concordance avec le ralentissement de l'inflation. Pour assurer un retour à la stabilité des prix, les banques centrales ont entamé un cycle de resserrement des politiques monétaires.

Le fort accroissement des taux d'intérêt pourrait pénaliser la capacité de financement des investissements pour les collectivités.

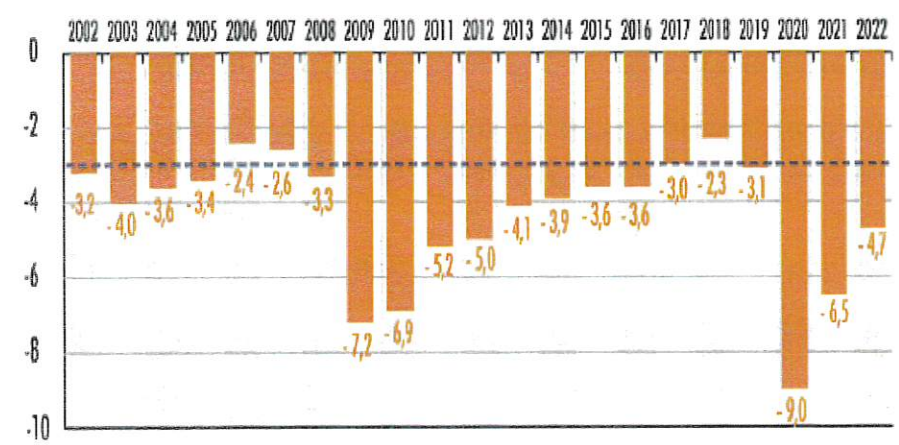


- Un objectif de redressement des comptes publics, mais une mise à contribution des collectivités selon des modalités à préciser

Les interventions de l'État auprès des acteurs économiques pour atténuer les chocs successifs depuis 2020 (COVID, prix de l'énergie) et une politique structurelle de réduction des impôts, ont creusé la dette et les déficits publics au-delà des normes européennes (3% du PIB pour le déficit et 60% du PIB au plus pour la dette publique).

DÉFICIT AU SENS DE MAASTRICHT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

EN % DU PIB

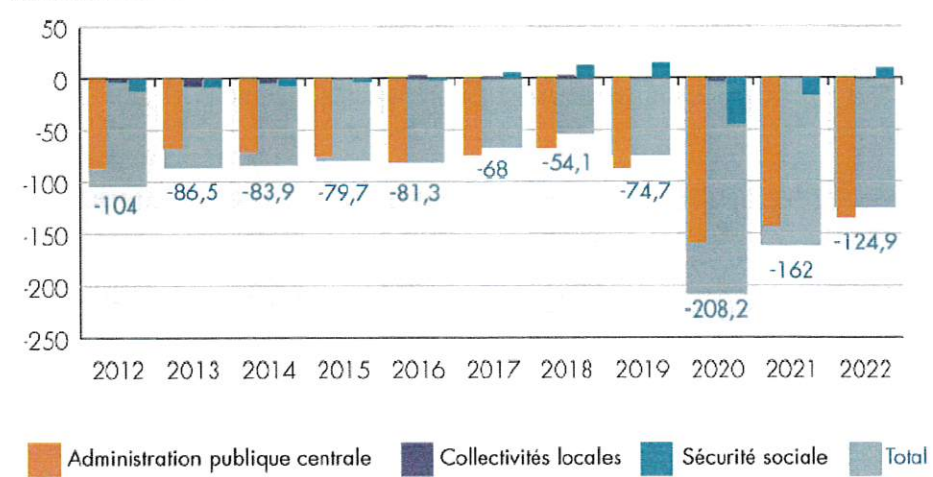


Source : lafinancepourtous.com d'après INSEE



DÉFICIT PUBLIC

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : lafinancepourtous.com d'après INSEE





- Un objectif de redressement des comptes publics, mais une mise à contribution des collectivités selon des modalités à préciser (suite)

En 2022, le déficit public atteint 4,8%, celui-ci étant principalement imputable à l'Etat.

- La dette publique représente plus de 110% du PIB : moins de 10% de cette dette dépend des collectivités (9,3%).

L'État s'est fixé pour objectif le retour à des comptes publics normalisés. Le déficit reviendrait sous la barre des 3% du PIB et le ratio de dette publique devrait s'améliorer à 108,3%.

Les collectivités sont associées à cette trajectoire de redressement. Le projet de loi de programmation des finances publiques prévoit :

- Une réduction des dépenses des collectivités en volume, c'est-à-dire une progression à un rythme inférieur à celui de l'inflation (-0,5% en fonctionnement chaque année de 2024 à 2027 ; -0,3% en moyenne annuelle en investissement)
- Une réduction de l'endettement en volume en 2026 et 2027 (progression inférieure à l'inflation de 1,9% en 2026 et 1% en 2027).

A ce stade, l'État ne prévoit aucune sanction en cas de non-respect de ces objectifs. Les collectivités seront associées à la maîtrise des dépenses publiques au sein d'un Haut Conseil des Finances Publiques Locales instauré en septembre dernier. Cette instance réunit des membres du Gouvernement, de la Cour des Comptes, des Assemblées ainsi que des représentants des collectivités locales.



PARTIE 2: LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR LE VAL

2.1 : Les recettes de Fonctionnement

- **FISCALITE DIRECTE** : Pas d'augmentation du taux de la taxe foncière mais une revalorisation réglementaire des bases, décidée par l'État

Nous rappelons que les communes ont perdu la maîtrise de la fiscalité pesant sur les entreprises, transférée aux intercommunalités, et de la taxe d'habitation sur les résidences principales au nom de la sauvegarde du pouvoir d'achat des ménages. Seul le taux de la taxe foncière reste fixé par les communes.

Les taux d'imposition actuels de la commune (inchangés) sont les suivants :

- **Taxe sur le foncier bâti : 35,48 % ;**
- **Taxe sur le foncier non bâti : 96,04 %.**

Les prévisions budgétaires 2024 prennent en compte la stabilité des taux et la revalorisation forfaitaire des bases, évaluée à ce jour à 4,5%.

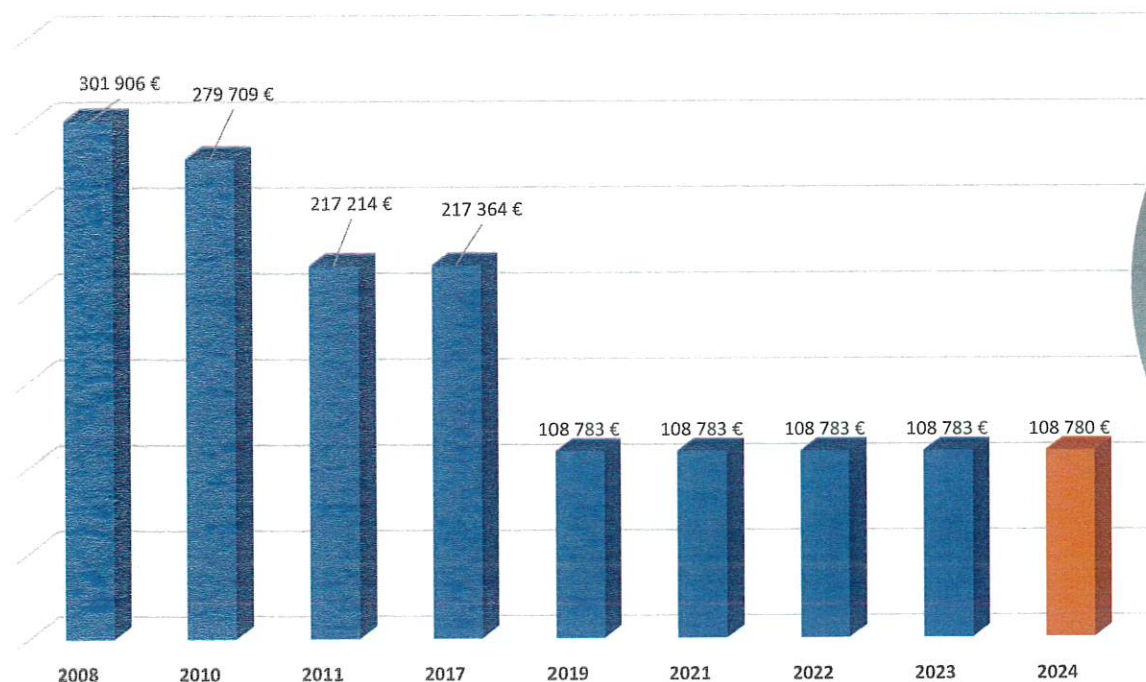
NOTA: Le projet de loi de finances pour 2024 prévoit une **exonération de taxe foncière pour les logements sociaux anciens** qui ont fait l'objet de travaux de rénovation énergétique améliorant significativement leur performance de consommation. L'Etat ne prévoit pas de compensation pour cette perte de recettes.





▪ FISCALITE INDIRECTE :

❖ Attribution de compensation (AC)



L'AC – qui résulte des transferts de compétences et des transferts financiers afférents – est versée par la Communauté d'Agglomération (CAPV) à la commune.

- En 2010, elle a été diminuée du fait du transfert de la compétence « écoles de musique » ;
- En 2011, idem pour la compétence « petite enfance » ;
- En 2017, réajustement à la marge suite à la fusion des EPCI au sein de la CAPV ;
- En 2019, transfert à la CAPV du versement de la contribution au SDIS.
- Depuis cette date, l'AC reste stable.



■ FISCALITE INDIRECTE :

❖ Dotation de solidarité communautaire (DSC)



2019 : date d'adoption de la DSC par la CAPV avec une enveloppe fixe de 600 K€ reconduite en 2020.

2021 : une enveloppe portée à 700 K€ avec de nouveaux critères obligatoires (le potentiel fiscal par habitant ainsi que le revenu par habitant).

2022 : La dotation de solidarité devient obligatoire pour les EPCI disposant d'un « contrat de ville » et devant adopter un « Pacte Financier et Fiscal (PFF) ». Revalorisation de la dotation par la CAPV.

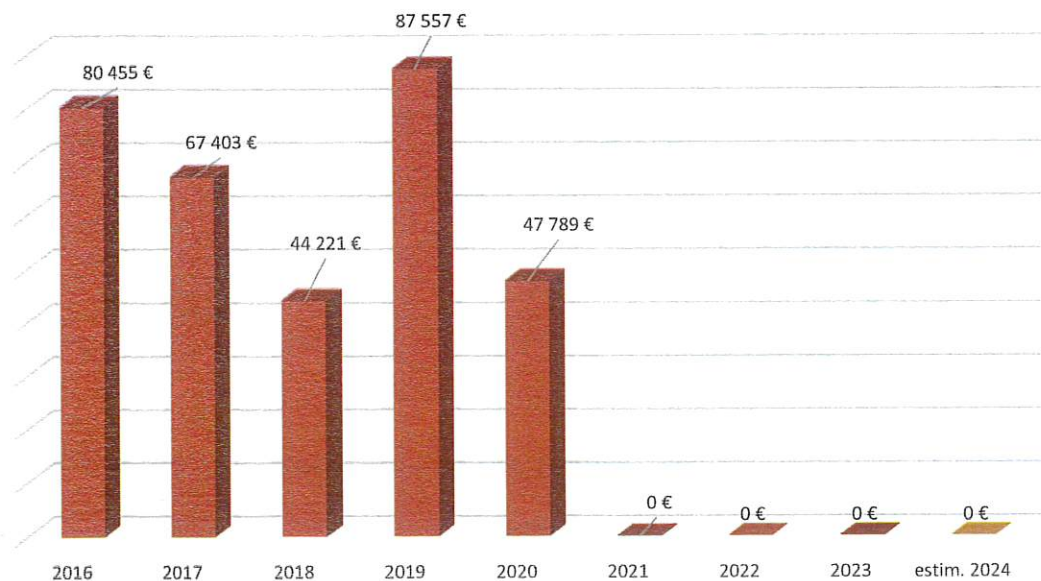
2024 : maintien du niveau de dotation des années précédentes.





■ FISCALITE INDIRECTE :

❖ Fond de Péréquation Intercommunal (FPIC)



L'EPCI, et par voie de conséquence les communes membres, ne sont plus éligibles au FPIC depuis l'exercice 2020.

Toutefois, une compensation partielle était versée la première année d'inéligibilité (2020) pour lisser les effets de cette baisse de recettes.





■ FISCALITE INDIRECTE :

❖ Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)



La TCFE s'applique sur les consommations d'électricité pour lesquelles la puissance souscrite est inférieure ou égale à 250 kVA.

Ces quantités d'électricité concernent essentiellement des consommateurs non professionnels (usagers résidentiels) ou des petites et moyennes entreprises.

Elle est prélevée par les fournisseurs d'électricité sur les factures des usagers. Ces fournisseurs reversent ensuite ces taxes aux collectivités.

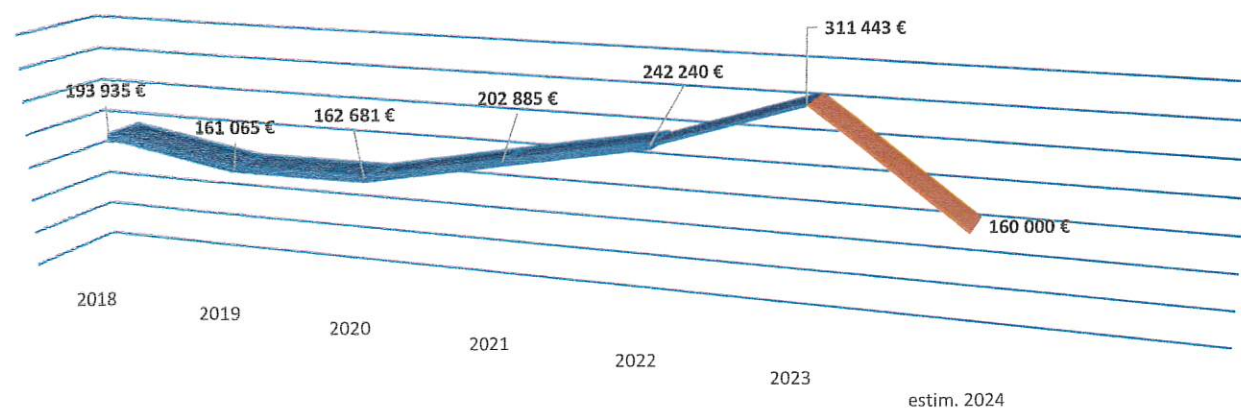
Commentaires : Après un tassement des recettes en 2020 lié au ralentissement de l'activité économique des TPE/PME, la courbe est repartie à la hausse en 2021 et s'est bien maintenue en 2022 et 2023. Les estimations 2024 restent prudentes compte tenu de la conjoncture économique.





■ FISCALITE INDIRECTE :

❖ Taxe additionnelle sur les droits de mutation



Les droits de mutation comprennent les droits d'enregistrement et la taxe de publicité foncière. Ils sont dus à l'occasion d'une « mutation », c'est-à-dire lorsqu'un bien change de propriétaire, que ce soit à titre gratuit (donation, succession) ou à titre onéreux (vente).

Commentaires : Ces recettes ont été très dynamiques à la fin de la crise du COVID, jusqu'en 2023 où elles atteignent un niveau record pour la Commune.

Le ralentissement observé sur le marché immobilier, avec des conditions de financement beaucoup plus restrictives, laisse envisager une contraction de ces recettes pour l'année 2024. Nos prévisions se basent donc sur le niveau de 2019-2020.



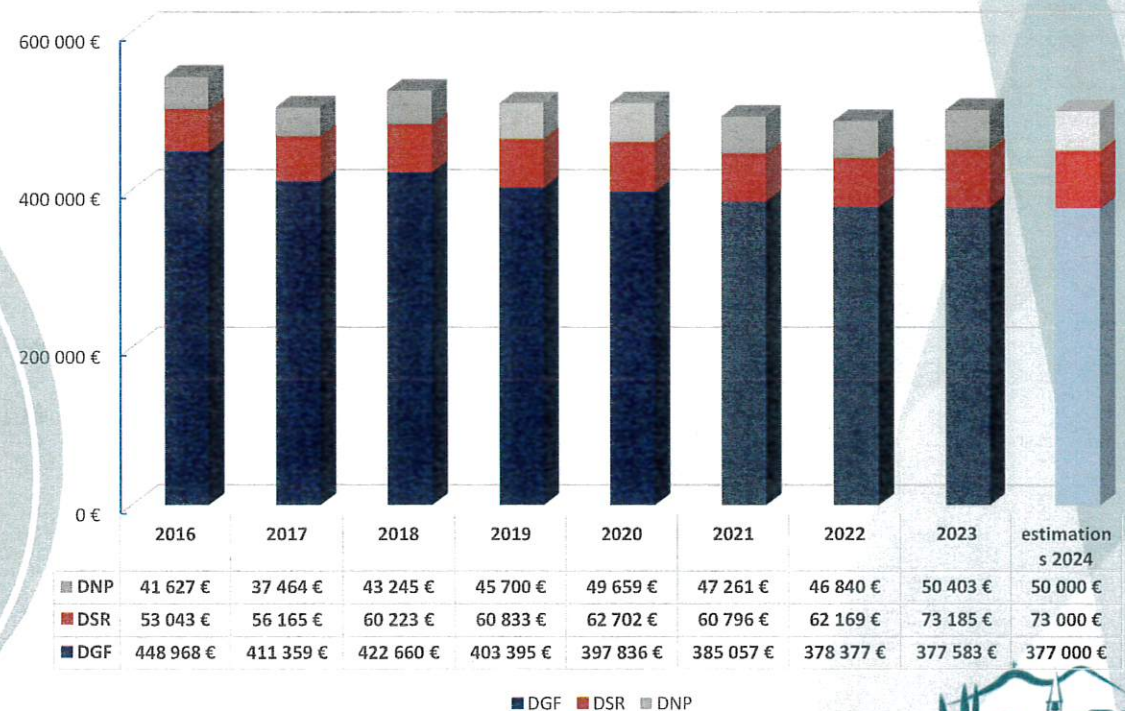
■ **LES RESSOURCES INSTITUTIONNELLES:** DGF (dotation globale de fonctionnement), DSR (dotation de solidarité rurale) et DNP (dotation nationale de péréquation)

La DGF connaît une érosion
continue depuis 2010 :

- Contribution au redressement des finances publiques sur la période 2014-2017,
- Écrêtement régulier pour abonder les dotations de péréquation (dotation de solidarité urbaine et de solidarité rurale).

En 2023, l'État avait suspendu l'écrêtement grâce à un abondement exceptionnel de l'enveloppe de 320M€.

Pour 2024, l'Etat a décidé d'augmenter, à titre exceptionnel, l'enveloppe de la DGF de 223 M€, dont 190 M€ est destinée à financer les enveloppes de péréquation (DSU et DSR).

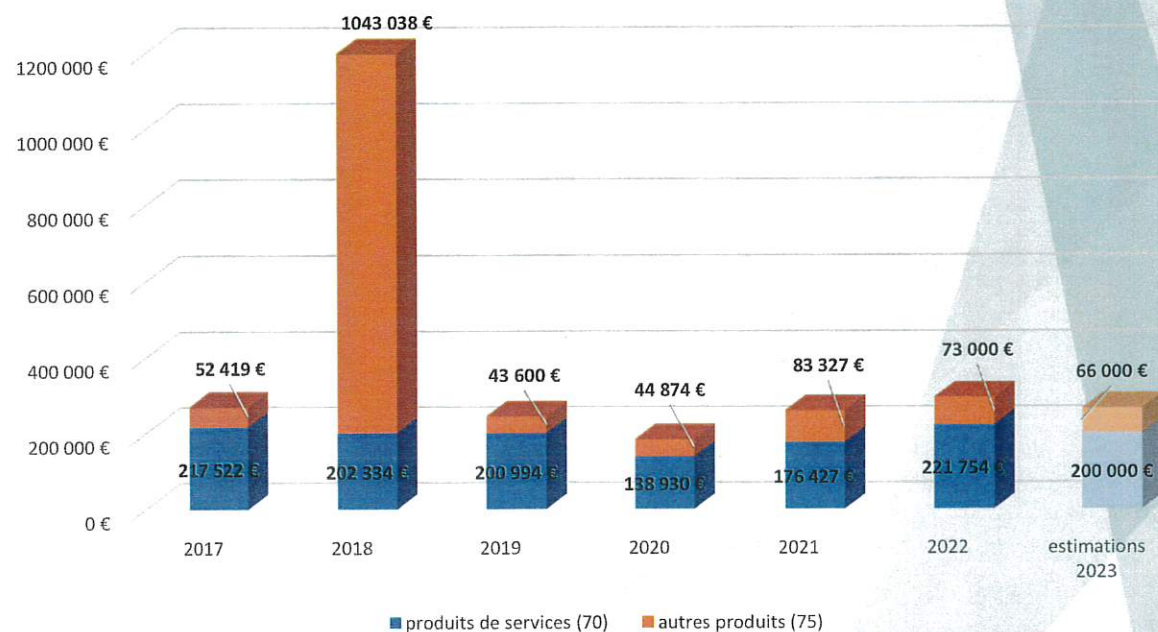


■ LES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT: Chapitres 70 & 75

Ces recettes concernent :

- Chapitre 70 : concessions cimetière, occupations du domaine public, inscriptions cantine, périscolaire, centre de loisirs et médiathèque ;
- Chapitre 75 : revenus des immeubles et des baux, produits des régies municipales (photocopies, fourrière, marché, etc.), refacturation des frais de personnel liés aux compétences transférées (eau et assainissement).

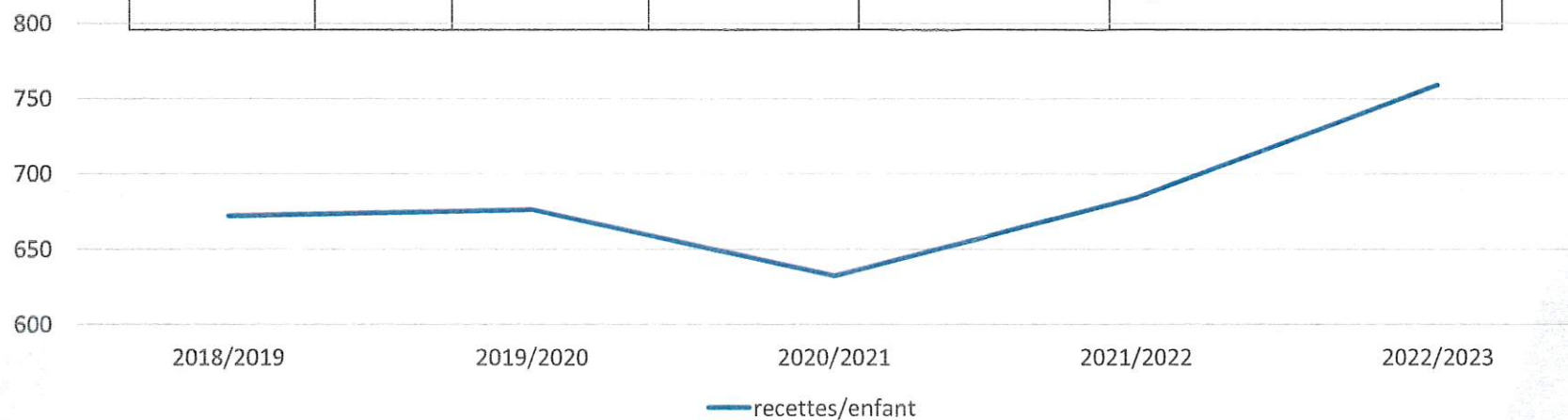
Recettes d'exploitation



Commentaires : Le chapitre 70 est en baisse compte tenu du dispositif « cantine à 1 € » qui induit une baisse des recettes sur ce chapitre, compensée par une aide de l'Etat versée au chapitre 74.

LES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT: FOCUS SUR LA CANTINE À 1 EURO

	<u>2018/2019</u>	<u>2019/2020</u>	<u>2020/2021</u>	<u>2021/2022</u>	<u>2022/2023</u>
PARTICIPATIONS FAMILIALES	145 857€	98 111€	125 772€	153 997€	104 687€
SUBVENTION CANTINE SOCIALE 1€					85 998€
TOTAL	145 857 €	98 111 €	125 772 €	153 997 €	190 685 €
NB ENFANTS	217	145	199	225	251
RECETTES PONDEREES	672 €	676 €	632 €	684 €	759 €
OBSERVATIONS		Période COVID (1 ^{er} confinement)	Période COVID (2 ^{ème} confinement)	Reprise, mais protocoles COVID limitant l'accueil	Fin des protocoles COVID. Suppression des tarifs exceptionnels. Tarification sociale à 1 €. Augmentation des effectifs.





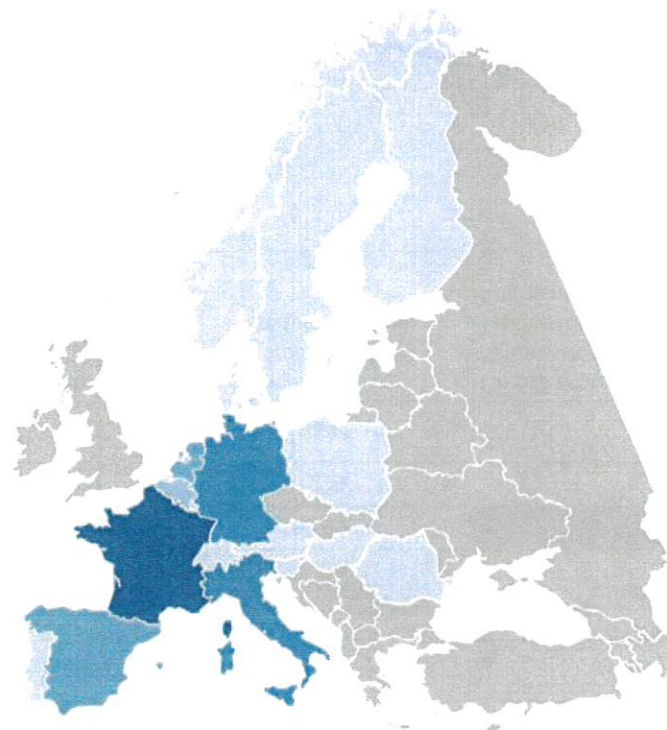
▪ LES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT: **FOCUS SUR L'AIRE DE CAMPING-CARS**

CA 2023 : 40 097 €

NB NUITÉS: 3 569
 Soit 8923 personnes

TX FRÉQUENTATION
 MOYEN : 48,9 %

Avis clients : 4/5



Origine de la clientèle :

France : 64%
 Allemagne : 8,4%
 Italie : 7,5%
 Espagne : 5,6%
 Royaume-Uni : 4,4%
 Pays-Bas : 3,9%
 Belgique : 2,2%
 Autres : 3,8%
 (Suisse, Autriche, Danemark, Pologne, Portugal, Suède, Finlande, Roumanie, Hongrie, Slovaquie)

Le Val se classe 2 fois dans le TOP 10 des meilleures aires de la région SUD :

- Nb de nuitées : 8^{ème} position
- Notes clients : 4^{ème} position



LES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT: FOCUS SUR LA LOCATION DES GITES MUNICIPAUX



540 nuits vendues

Origine des locataires:

Le Val : 11
Portugal : 2
La Réunion : 1
Belgique : 2
Paris : 1
Autres : 11



Réserv@tions :

DIRECTES = 15



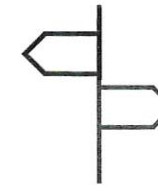
= 8



= 5

Raison de la visite :

Famille : 6
Vacances : 11



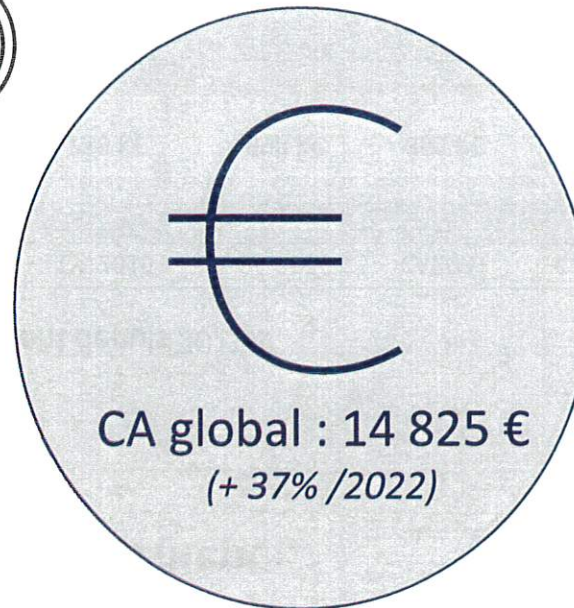
Travail : 8
Déménagements : 2

Durée :

Mini : 7 jours
Maxi : 90 jours
Moyenne : 19,5 jours



- Séjours courts : vacances, familles
- Séjours les + longs : travail





2.2 : Les dépenses de Fonctionnement

❖ Evolution des dépenses de fonctionnement depuis 2017 :

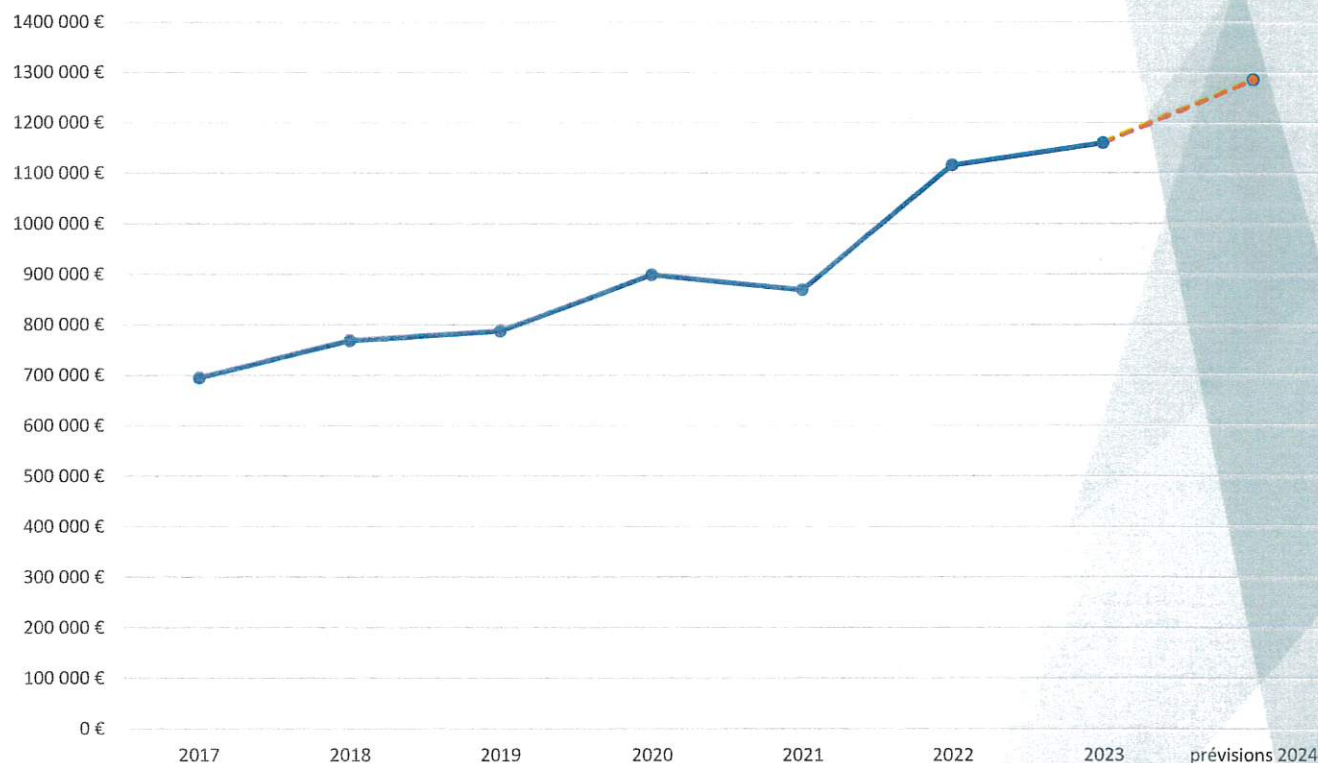
En €	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA2021	CA2022	CA2023	BP2024
Charges à caractère général	693 K€	767 K€	786 K€	898 K€	868 K€	1 116 K€	1 160 K€	1 285 K€
Charges de personnel	2 034 K€	2 062 K€	2 044 K€	2 112 K€	2 089 K€	2 251 K€	2 369 K€	2 500 K€
Atténuation de produits	6 K€	0 K€	2 K€	1 K€	2 K€	84 K€	145 K€	89 K€
Autres charges de gestion courante	461 k€	475 k€	280 k€	250 k€	260 K€	280 K€	295 K€	360 K€
Charges financières	77 K€	71 K€	87 K€	47 K€	38 K€	35 K€	32 K€	30 K€
Charges exceptionnelles	0 K€	20 K€	0 K€	3 K€	157 K€	29 K€	23 K€	6 K€
Total	3 270 K€	3 396 K€	3 200 K€	3 311 K€	3 414 K€	3 795 K€	3 985 K€	4 270 K€





■ LES CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL:

Les charges à caractère général comprennent tous les frais de gestion courante de la collectivité : *eau, électricité, carburant, fournitures diverses, locations mobilières et immobilières, entretien des bâtiments, de la voirie, affranchissement, téléphonie, etc.*



Commentaires :

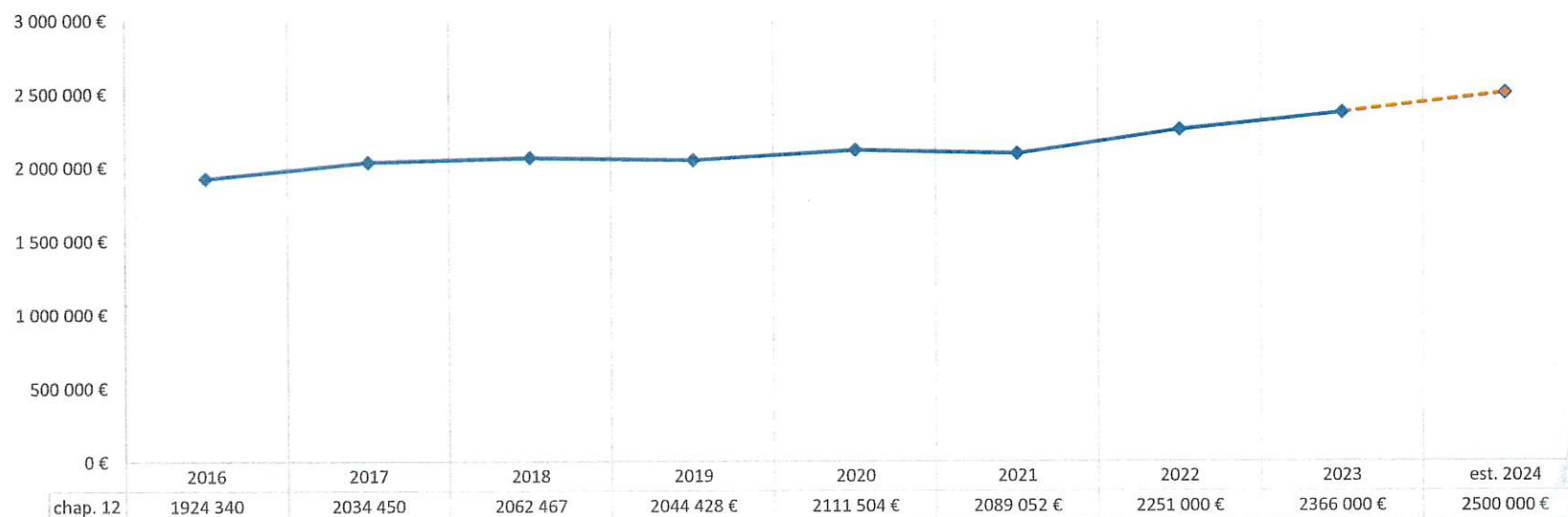
Les **charges générales** ont augmenté de 4% en 2023.

Les postes les plus impactés par l'inflation ont été :

- Les denrées alimentaires ;
- Le papier ;
- Les énergies.



■ LES CHARGES DE PERSONNEL :



Commentaires :

Les **charges de personnel** ont augmenté d'un peu plus de 5% en 2023, principalement en raison des mesures gouvernementales prises au cours de l'année :

- Revalorisation du point d'indice des fonctionnaires (janvier);
- Revalorisation de la valeur du point d'indice (juin);
- Prime de garantie individuelle du pouvoir d'achat pour certaines catégories d'agents (novembre).

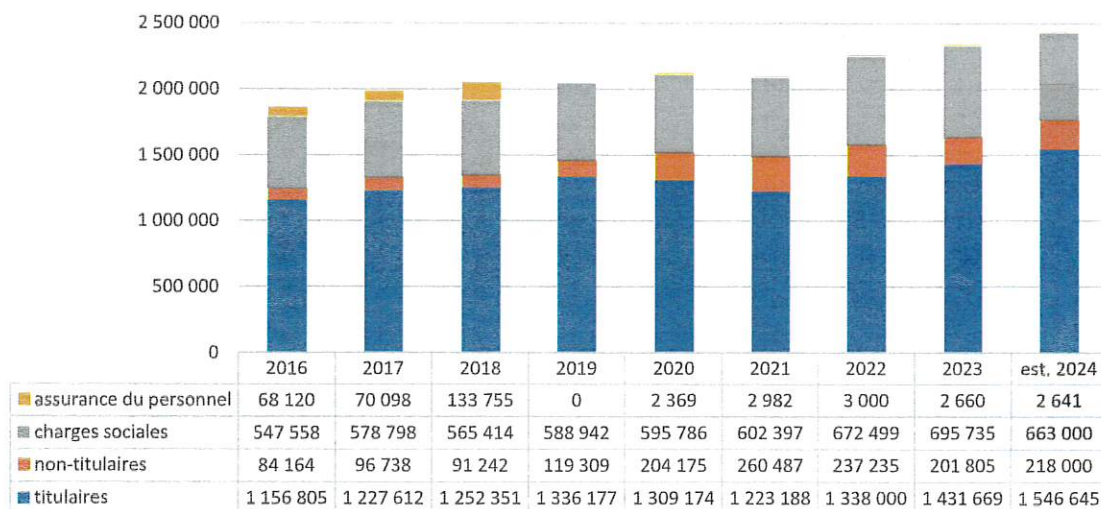
En 2024 (comme en 2023) **les effectifs resteront stables** et l'évolution de la masse salariale sera essentiellement dû :

- Au GVT (glissement vieillesse technicité = avancement d'échelon et de grade, à l'ancienneté, etc.) ;
- Aux mesures gouvernementales (attribution automatique de 5 points d'indice majoré pour tous les agents publics au 1^{er} janvier 2024).

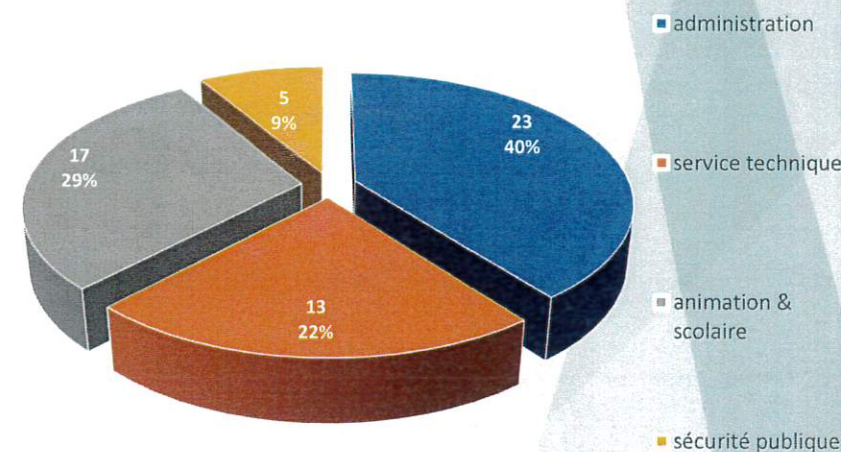


■ LES CHARGES DE PERSONNEL (2) :

Rémunérations brutes hors cotisations/catégorie



Répartition des effectifs :



En 2023 , nous pouvons constater :

- Une bascule de rémunération des non-titulaires vers les titulaires correspondant à la titularisation de 4 agents.
- Une nette augmentation de la rémunération des titulaires et des charges sociales associées, principalement dû aux mesures gouvernementales, car c'est la population qui a la rémunération brute (hors prime) la plus élevée et sur laquelle « l'effet levier » est le plus important.

En 2024, l'attribution de 5 points d'indice supplémentaires au 1^{er} janvier aura les mêmes effets sur les mêmes catégories de personnel. Enfin, 3 départs d'agents sont programmés cette année (1 mutation, 2 départs à la retraite), ce qui devrait avoir un impact positif mais modeste sur la masse salariale.



■ LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE(chapitre 65) :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Prév. 2024
Indemnités des élus et charges associées	104 346 €	86 766 €	70 517 €	86 390 €	103 803 €	102 328 €	103 973 €	105 500 €
CCAS	6 000 €	8 000 €	9 000 €	9 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €
Associations de droit privé	98 467 €	81 517 €	103 810 €	58 729 €	61 035 €	63 900 €	68 236 €	70 000 €
Participation transport scolaire	18 840 €	22 330 €	0 €	7 375 €	7 300 €	6 850 €	6 270 €	6 500 €
Autres :						8 641 €	9 300 €	40 500 €
Organismes de regroupement :								
SIVU la Loube	50 610 €	45 610 €	45 610 €	45 610 €	45 000 €	45 000 €	45 610 €	45 000 €
SYMIELECVAR	38 805 €	49 710 €	44 183 €	35 427 €	35 900 €	36 297 €	35 079 €	75 000 €
SIVAAD	5 323 €	5 068 €	4 995 €	5 279 €	5 000 €	5 000 €	5 309 €	5 500 €
TOTAL :	460 976 €	475 499 €	279 647 €	250 317 €	272 032 €	280 016 €	290 855 €	360 000 €

Commentaires :

Concernant les subventions aux associations, un « volant de gestion » non affecté à une association en particulier permet de faire face à une demande exceptionnelle en cours d'année.

Le poste « autres » comprend les aides aux ménages pour le plan « façades » (3900 € en 2023, 5 000 € en 2024), ainsi que l'hébergement des logiciels « métiers » qui étaient auparavant imputé sur le chapitre 011.

Le montant versé au SYMIELEC augmente de 40 000 €. Cette somme correspond à 25% du cout des travaux de rénovation de l'éclairage public des Machottes, payé au chapitre 65 (les 75% restants sont imputés en section d'investissement sur l'opération 415).



■ LES CHARGES FINANCIÈRES (chapitre 66) :

Les charges financières sont constituées du remboursement des intérêts de la dette. Le remboursement du capital impacte quant à lui la section d'investissement (016).

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Prév. 2024
Charges financières	77 K€	71 K€	87 K€	47 K€	38 K€	35 K€	32 K€	28 K€

Commentaires :

Notre dette vieillissant, le montant du remboursement des intérêts diminue progressivement d'année en année.

Pour rappel, la dette est constituée d'un emprunt de 1 500 K€ contracté en 2016, puis d'un nouvel emprunt de 121 K€ en 2019.

Il n'est pas envisagé de recourir à l'emprunt en 2024.



2.3 : L'épargne de la collectivité

Epargne brute = Recettes réelles de fonctionnement (-) Dépenses réelles de fonctionnement.

Elle représente notre capacité d'autofinancement brute utilisable pour financer les opérations d'investissement. Elle est affectée en priorité au remboursement de la dette en capital, puis aux dépenses d'équipements.

Epargne nette = épargne brute (-) remboursements des emprunts en capital.

Elle représente la capacité d'autofinancement après remboursement de la dette en capital, c'est-à-dire la part entièrement consacrée au financement d'équipements nouveaux.

Pour la commune :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Prév. 2024
Epargne brute :	346 K€	265 K€	397 K€	488 K€	487 K€	400 K€	262 K€	590 K€	213 K€
Epargne nette :	179 K€	60 K€	203 K€	292 K€	252 K€	192 K€	50 K€	375 K€	17 K€

Commentaires :

La forte hausse de l'épargne communale en 2023 est due à la perception de recettes exceptionnelles:

- Droits de mutation : + 151 442 € (par rapport aux prévisions) ;
- Taxe sur la consommation électrique : + 30 000 € ;
- Dotation anti-inflation : + 136 700 €.

Malheureusement, le « filet de sécurité » anti-inflation n'est pas reconduit en 2024 et les droits de mutation se sont déjà effondrés en 2023 dans la plupart des autres régions françaises, y compris en région parisienne. Les prévisions sont donc très pessimistes pour 2024.



2.4 : Le programme d'investissement 2024.

▪ RAPPEL : Les principales réalisations de 2023 :

- ✓ La remise en état de **l'ossuaire du cimetière** ;
- ✓ L'arrêt du **PLU** et du **RLP** ;
- ✓ La création du sentier touristique participatif « **mon eau, ma rivière** » ;
- ✓ L'ouverture de **l'espace muséal** labellisé par l'Office du Tourisme de la CAPV ;
- ✓ L'aménagement et la végétalisation du **parking Saint-Benoît** ;
- ✓ La réhabilitation du **foyer haut** ;
- ✓ La rénovation de la **voirie** (chemins Saint-Marc et de la Roguère) ;
- ✓ La création d'un cheminement **piétonnier autour des écoles** ;
- ✓ L'étanchéification des **vitraux de l'église** (en cours) ;
- ✓ La **sécurisation des remparts** (face aux gîtes) ;
- ✓ La fin des travaux **d'assainissement non collectif** au domaine de la Pissine ;
- ✓ **L'aménagement des réserves** « tous corps d'état » aux services techniques municipaux.



2.4 : Le programme d'investissement 2024.

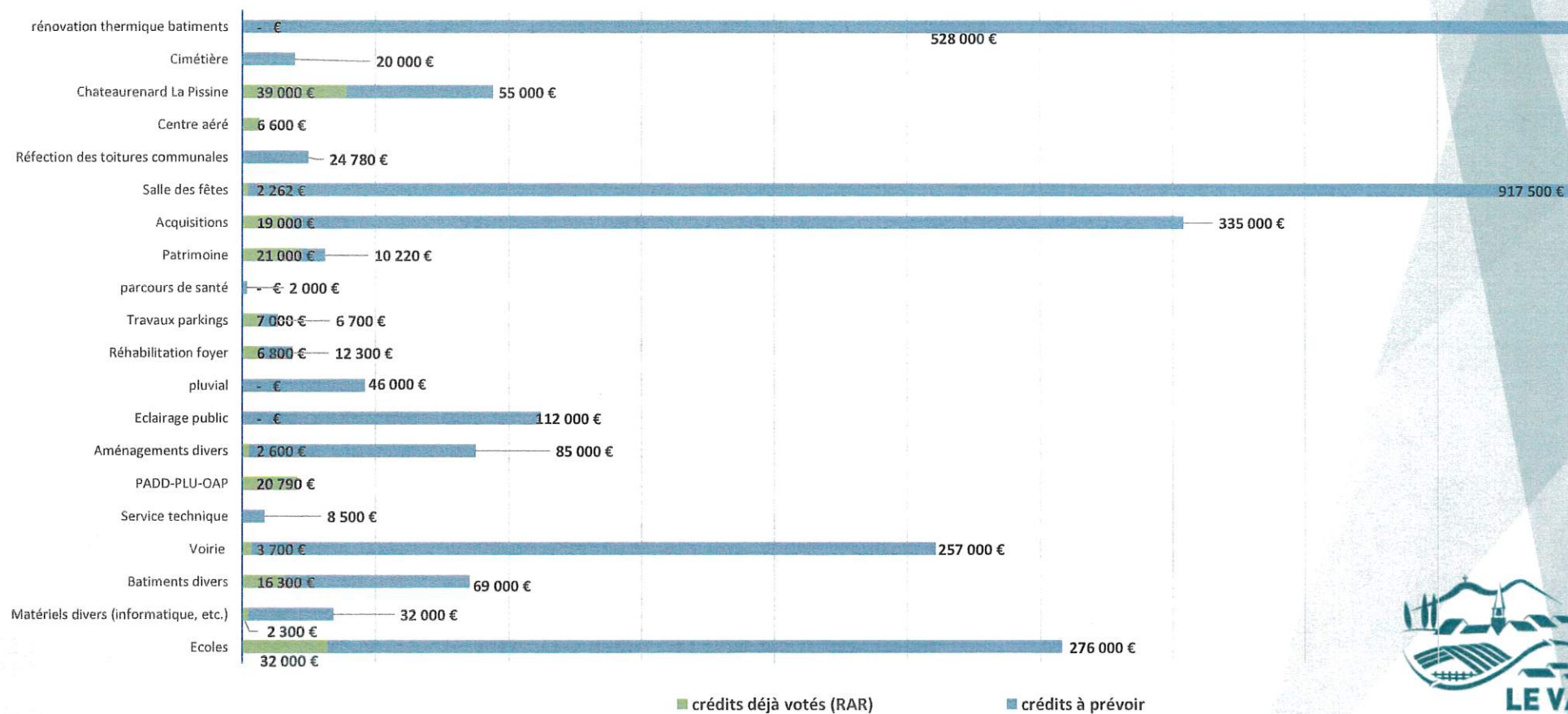
■ Les principaux projets de 2024 :

- ✓ Rénovation de **l'éclairage public des Machottes** (passage en LED);
- ✓ Installation de la **station hydrométrique** de surveillance du lac du Carnier ;
- ✓ **Rénovation énergétique** de l'hôtel de ville ;
- ✓ Lancement des études préalables à la **rénovation énergétique** de la maison Caternet ;
- ✓ Début des travaux **d'aménagement du square** de la médiathèque ;
- ✓ **Couverture photovoltaïque** des toits des écoles;
- ✓ Déménagement du service Enfance dans ses **nouveaux locaux** modulaires ;
- ✓ Rénovation de la **toiture de la Dîme** ;
- ✓ Installation d'un **réseau de fibre privée** reliant tous les bâtiments publics ;
- ✓ Programme annuel de **rénovation de la voirie** (rue des Aires et Trou du Cuid) ;
- ✓ **Approbation du PLU** et du RLP ;
- ✓ Création et aménagement d'un **local pour les archives municipales** ;
- ✓ Rénovation de **l'éclairage du stade de foot** ;
- ✓ Aménagement du **parking du parcours de santé** ;
- ✓ Etudes et travaux de **mise en conformité** du RDC de la bastide de Chateaurenard pour l'ouverture au public (ERP) ;
- ✓ **Reprise des concessions** échues du cimetière.



2.4 : Le programme d'investissement 2024.

■ Prévisions par Opérations :





2.5 : Projection pluriannuelle des investissements

▪ 2025 :

- ✓ Rénovation de voirie (tranche annuelle) +/- 150 000 €
- ✓ Etude structure et rénovation énergétique de la maison Caternet +/- 180 000 €
- ✓ Rénovation de l'éclairage public (passage LED) du quartier Ribeirotte +/- 50 000 €
- ✓ Extension du piétonnier des écoles vers la rue du trou du Cuid +/- 20 000 €
- ✓ Lancement des travaux pour la création de la noue paysagère/bassin de rétention sur le secteur Saint-Jacques
- ✓ Début des travaux de la nouvelle crèche intercommunale (projet CAPV)

2026 :

- ✓ Suite et fin des travaux de la nouvelle crèche intercommunale (projet CAPV)
- ✓ Travaux de création de la noue paysagère/bassin de rétention sur le secteur Saint-Jacques
- ✓ Rénovation de voirie (tranche annuelle) +/- 150 000 €
- ✓ Suite des travaux de la noue paysagère





2.6 : Le financement des dépenses d'investissement

Le financement des investissements provient :

- De l'autofinancement ;
- Des subventions obtenues ;
- De la part communale de la taxe d'aménagement ;
- Des dotations aux amortissements ;
- Et du reversement par l'Etat du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA).

Pour 2024 :

Report du résultat de l'exercice 2023 :	- 516 002,96 €
Affectation en réserve du résultat de fonctionnement (R1068) :	516 002,96 €
Nouvelles subventions déjà accordées au titre de 2024 :	519 741,00 €
Reversement FCTVA* :	100 000,00 €
Taxe d'aménagement :	50 000,00 €
Dotations aux amortissements :	250 000,00 €
Transfert depuis la section de fonctionnement (résultat 2023) :	2 091 886,00 €

(*) Le FCTVA est reversé par l'Etat (service de la Préfecture) à partir des dépenses d'équipement mandatées sur l'exercice précédent. Le taux de compensation est fixé par l'article 1615-6 du CGCT à 16,404 % du montant TTC des dépenses éligibles.



2.7 : L'endettement de la commune

Le besoin de financement annuel :

En 2023, la commune s'est désendettée de **217 000 €** (remboursement du capital).

En 2024, elle se désendettera de **196 000 €**.

Le besoin de financement annuel de la dette s'établi comme suit :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Prév. 2024
Remboursement du capital de la dette	-167 K€	-205 K€	-195 K€	-196 K€	-235 K€	-208 K€	- 212 K€	-217 K€	-196 K€
Nouvel emprunt	1 500 K€	-	-	121 K€	-	-	-	-	-
Evolution de la dette	1 333 K€	-205 K€	-195 K€	-74 K€	-235 K€	-208 K€	-212 K€	-217K€	- 196 K€



2.7 : L'endettement de la commune

▪ L'évolution de la dette jusqu'en 2036 :

Année	Capital restant dû au 01/01/N	Capital	Intérêts	Annuité totale
2024	1 408 028,33	195 954,92	28 237,72	224 192,64
2025	1 212 073,50	176 526,91	24 575,26	201 102,17
2026	1 035 546,60	180 271,32	20 830,84	201 102,16
2027	855 275,29	132 527,81	16 974,23	149 502,04
2028	722 747,42	88 808,45	13 840,99	102 649,44
2029	633 938,97	79 119,79	12 148,30	91 268,09
2030	554 819,18	80 722,12	10 545,97	91 268,09
2031	474 097,06	82 356,91	8 911,17	91 268,08
2032	391 740,15	84 024,80	7 243,28	91 268,08
2033	307 715,35	85 726,47	5 541,61	91 268,08
2034	221 988,88	87 462,61	3 805,48	91 268,09
2035	134 526,27	89 233,90	2 034,19	91 268,09
2036	45 292,37	45 292,37	341,67	45 634,04
TOTAL		1 408 028,38	155 030,71	1 563 059,09



2.8 : Capacité de désendettement de la commune

Le ratio de « capacité de désendettement » se calcule en rapportant l'Epargne Brute à l'Encours de la dette.

Il permet d'identifier – en nombre d'années – l'endettement de la commune, c'est-à-dire de répondre à la question suivante :

↳ **En combien d'années la commune pourra-t-elle rembourser la totalité du capital de sa dette, en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement brut ?**

NOTA : la capacité de désendettement doit être inférieure à 8 ans pour que la commune soit située en « **zone verte** ».

❖ Encours de la dette au 31/12/2023 :	1 623 K€
❖ <u>Epargne Brute/ CAF brute 2023 :</u>	590 K€
❖ Capacité de désendettement :	2,7 années

Cependant, cet indicateur doit être mis en perspective : une commune en phase d'investissement, et donc d'endettement, peut très bien accepter de laisser ce ratio se dégrader sur un ou deux exercices, pour le ramener progressivement vers un niveau acceptable, soit moins de dix ans.



Envoyé en préfecture le 21/03/2024

Reçu en préfecture le 21/03/2024

Publié le

ID : 083-218301430-20240315-2024_022-DE

36

Fin du rapport



Envoyé en préfecture le 21/03/2024

Reçu en préfecture le 21/03/2024

Publié le

ID : 083-218301430-20240315-2024_022-DE